



*Signataire : Stéphane Florey*

*Date de dépôt : 15 décembre 2025*

## **Question écrite urgente**

### **Renvoi des criminels étrangers : comment expliquer l'inaction du canton ?**

L'initiative pour le renvoi des étrangers criminels (initiative sur le renvoi) a été acceptée le 28 novembre 2010 avec 52,9% de voix pour et 17,5 cantons.

L'initiative populaire avait été lancée afin de lutter contre la criminalité des étrangers. Pour la majorité du Peuple et des cantons, les étrangers condamnés pour certains délits ou ayant perçu abusivement des prestations des assurances sociales ou de l'aide sociale doivent tous être expulsés. Plusieurs raisons expliquent aussi le succès de l'initiative : la réglementation alors en vigueur dans la loi sur les étrangers n'était pas satisfaisante et il existait des différences considérables entre les cantons dans l'application des lois en vigueur. Malgré la recommandation de rejeter l'initiative par le Conseil fédéral et le Parlement d'alors, les électeurs ont néanmoins approuvé l'initiative populaire afin d'obtenir un changement de pratique et de garantir une pratique plus cohérente de la part des autorités.

Aujourd'hui, bien que les dispositions d'application de l'initiative sur le renvoi soient en vigueur depuis presque 10 ans, aucune pratique uniforme ne s'est encore établie. Certains cantons, comme Genève, travaillent de manière beaucoup plus laxiste, exactement comme en 2006, lorsque le premier projet d'initiative sur le renvoi a été formulé.

D'après le Service des statistiques du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM), le taux d'exécution des départs contrôlés pour l'année 2024 par le canton de Genève (qui dispose pourtant d'un aéroport international) n'est que de 44,8%, soit bien en dessous de la moyenne nationale et de certains cantons urbains (Bâle-Ville 96,6%, Zurich 65,2%).

Mes questions sont les suivantes :

- 1) Pourquoi le canton de Genève, disposant d'un aéroport, connaît-il un taux d'exécution des renvois ordonnés parmi les plus bas de Suisse ?**
- 2) Comment l'exécution des renvois est-elle gérée par le département des institutions et du numérique (DIN) et pourquoi aboutit-elle à un taux d'exécution des renvois si faible ?**
- 3) Comment le canton de Genève compte-t-il améliorer le taux d'exécution des renvois ordonnés ?**

Je remercie d'avance le Conseil d'Etat de ses réponses.